SUZANNE BOURDET, liste Associative Ecologique Citoyenne POUR FONTENAY

suzanne.bourdet@yahoo.fr

Réponses au questionnaire présenté par les associations de solidarité

Rappel de votre courrier

A l'occasion des élections municipales, plusieurs associations de solidarité présentes à Fontenay et sensibles aux personnes en difficulté se sont retrouvées pour rappeler qu'il existe dans notre ville un nombre important de personnes qui vivent des situations de précarité et qui rencontrent entre autres des difficultés importantes de logement.

Sur la base de leurs expériences quotidiennes et des éléments chiffrés recueillis par l'OPML92 que vous trouverez (Voir pièce jointe ou sur le lien suivant : http://www.precaritelogement92.fr/wp-content/uploads/2019/12/Municipales_2020-92032.pdf), elles ont repris les sujets qui leur semblent importants sur la ville et ont souhaité de façon neutre s'adresser à toutes les listes des candidats se présentant à la mairie de à Fontenay-aux-Roses.

- Dispositifs auprès des plus démunis.
- Le logement social
- Le quartier des Paradis/Blagis
- Le partenariat entre les associations de solidarité et la commune.

Ces associations souhaitent connaître comment chaque liste prendra en compte ces sujets dans son programme. Les questions sont posées et sont présentées de la même manière à chaque liste.

Nous pensons important pour la vitalité du débat démocratique que vous vous positionniez sur ces questions. Une réponse écrite de votre part (adresse mail ci-dessous) permettra de nourrir notre réflexion sur ces sujets qui concernent tous les Fontenaysiens. Notre lettre ainsi que les réponses (attendues dans le délai de trois semaines après réception de la présente), seront publiées et partagées, afin de mettre en avant les engagements de chacun. Ce sera notamment une mise en ligne sur le site internet du « Collectif Citoyens fraternels 92» qui réunit une vingtaine d'associations solidaires actives sur le département.

Nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et approfondir les sujets évoqués.

Nous vous remercions de votre engagement, et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur l'expression de notre considération.

Lucette BAYET (Conférence Saint Vincent de Paul)
Bertrand BONNEVAL (CCFD)
Michel FORNIER (Observatoire Précarité Mal-Logement)
Brigitte LEKIEFFRE (Secours Catholique / GAFIB)
Jean-Louis VERDEAUX (Habitat et Humanisme)

Adresse mail: citoyens.fraternels.far@gmail.com

PJ: - Sujets identifiés par les associations de solidarité de Fontenay-aux-Roses

 Les chiffres clés de l'OPML92 concernant les populations précaires de Fontenayaux-Roses.

Sujets identifiés par les associations de solidarité de Fontenay-aux-Roses signataires :

Réponses de la liste Associative Ecologique Citoyenne POUR FONTENAY Suzanne BOURDET et son équipe

1) Dispositifs auprès des plus démunis.

a - La mise à l'abri

La mise à l'abri est une <u>urgence sociale préoccupante</u> dans la région Ile de France. Pour y répondre, l'Etat demande aux collectivités locales <u>de mettre à disposition des bâtiments</u> pour les transformer en centre d'hébergement <u>et encourage</u> les initiatives pour favoriser l'accompagnement des familles hébergées.

Quelle est votre position par rapport à cette approche ?

Cette approche est FONDAMENTALE. Notre liste, par son positionnement ASSOCIATIF, ECOLOGIQUE, CITOYEN, est particulièrement attentive aux besoins sociaux et notamment aux sujets identifiés par les élus associatifs et citoyens pendant la mandature qui se termine, et que nous partageons avec les associations de solidarité de Fontenay-aux-Roses.

A Fontenay, des dizaines de logements sociaux sont actuellement vides et menacés de démolition, que ce soit ceux du fond de la Place de Gaulle (logements Passerelle gérés par les Enfants du Canal, actuellement restés vides car menacés de démolition dans le cadre de projets, projet immobilier du maire sortant, projet de théâtre proposé par d'autres) ou que ce soit ceux du quartier des Blagis où le maire sortant a fermé beaucoup de logements.

Le logement pour tous : Rénover prioritairement les logements laissés actuellement vides, cela concernera plusieurs dizaines de logements, parmi lesquels créer des hébergements d'urgence, en partenariat avec les associations locales de solidarité, et avec les instances extérieures à la ville.

L'urgence se heurte aux délais que l'on connaît. On utilisera des baux dits « précaires », qui permettent d'agir immédiatement, tout en donnant le temps de trouver une solution pérenne.

L'accompagnement : Scolariser tous les enfants, dialoguer avec les familles, le milieu scolaire et périscolaire, les bénévoles, et aussi inclure ces sujets dans la démocratie participative, dans la politique municipale de prévention et d'aides à la formation, à l'emploi...

A Fontenay, il n'existe qu'une seule une résidence gérée par le "115" pour héberger des familles avec enfants, dans des conditions précaires et une promiscuité pouvant exacerber les communautarismes. Ces familles sont écartelées entre un accompagnement social théoriquement sur Paris et une réalité quotidienne vécue sur le territoire du 92.

Que pensez-vous mettre en œuvre pour que ces familles trouvent un accompagnement social près de leur lieu de vie ?

En 2014, seuls 5 enfants (sur 25) étaient scolarisés. Comme maire-adjointe aux écoles, Suzanne Bourdet a scolarisé tous les enfants, conformément à la loi. A partir de là, des synergies doivent être créées entre le service scolaire et les autres services municipaux.

Sur tous ces sujets, une cellule municipale d'information et de conseil recevra les personnes en difficulté ; au sein d'associations très diverses, nous avons pu constater que l'écoute et l'apport d'informations pertinentes donnent des résultats porteurs d'espoir. (Elément figurant dans le volet Collège, Jeunesse, Synergies de notre programme)

a. Dispositif d'accueil

Un dispositif « grand froid » a existé sur la commune par le passé. Le nombre important de familles mises à la rue cet automne a rappelé l'absence de tout dispositif de ce type à Fontenay.

Envisagez-vous l'ouverture d'un accueil de jour, d'un accueil de nuit pendant la période hivernale, la mise à disposition temporaire des locaux sociaux vides ?

Absolument, dans le cadre que nous avons indiqué à propos de la mise à l'abri, ou dans une salle commune à définir. L'accompagnement par des personnes de la ville (bénévole et/ou agent spécialisé) fera l'objet d'une charte

b. Domiciliation:

En 2018, 105 personnes adultes ont bénéficié d'une domiciliation par le CCAS de la ville, procédure essentielle pour accéder à d'autres droits.

Quel suivi social envisagez-vous de mettre en place pour ces personnes ?

La cellule municipale d'information et de conseil dont nous parlons précédemment recevra ces personnes notamment à la prise du courrier et plus si nécessaire.

c. L'accès digne à l'alimentation pour tous

L'aide alimentaire à Fontenay repose aujourd'hui en grande partie sur l'action des bénévoles des Restos du Cœur et du Secours Catholique. Elle implique de disposer de ressources financières et logistiques (locaux ...) à la hauteur des besoins.

Le montant de la subvention accordée par la mairie de Fontenay à l'épicerie sociale du GAFIB, dont le fonctionnement repose exclusivement sur les bénévoles du Secours Catholique, n'a pas varié depuis plusieurs années, alors que le nombre de bénéficiaires augmente régulièrement.

Dans le cadre d'un projet concernant de réaménagement du quartier des Paradis, une éventuelle relocalisation de cette épicerie sociale ne serait-elle pas pertinente et l'occasion d'adjoindre de nouveaux services à ce lieu, ou ailleurs ?

En effet, nous envisageons plusieurs locaux possibles. Dès notre élection, si nous sommes décisionnaires, nous réunirons les associations et des habitants (cadre de la démocratie participative) pour définir un projet que l'on puisse mettre en œuvre rapidement.

Comment comptez-vous aborder cette question pour ne pas faire reposer sur les bénévoles qui en assurent déjà le fonctionnement la recherche de financements supplémentaires ?

Nous voulons associer au maximum la population, jeunes et moins jeunes, avec une aide financière municipale, peut-être aussi en sollicitant l'aide des Comités d'Habitants par exemple.

Seriez-vous prêt à soutenir le groupement d'achats solidaire des COOPAINS, projet d'économie sociale et solidaire, lieu de mixité sociale et de convivialité, initié par le Secours Catholique ? OUI bien sûr.

D'une façon générale, qu'envisagez-vous, au-delà de l'aide alimentaire d'urgence, pour que chacun, à Fontenay, ait accès à une alimentation saine ?

En 2014, la cantine des écoles jetait 30 000 repas par an. Madame Bourdet a sensibilisé les familles et les personnels. En 2018, on ne jetait plus que 3000 repas par an, on ne peut guère descendre au-dessous. La loi interdit de donner ces repas, à cause d'abus antérieurs.

L'idée serait d'obtenir le droit de redistribuer ces repas le jour même, dans des conditions à définir pour éviter tout dérapage. Cela fait partie des discussions qui doivent avoir lieu dès le début de mandat.

e. L'aide aux démarches administratives

La suppression de la P.M.I et de l'assistante sociale qui œuvrait à 100% sur Fontenay, entraine un éloignement important des antennes administratives qui se concentrent maintenant uniquement à Bagneux et rend l'accès beaucoup plus long et difficile.

De plus, le passage au numérique pose de plus en plus de problèmes, aussi bien aux personnes âgées qu'aux plus démunies. Le projet Maison France Service déjà instauré dans 460 villes (dont Antony, au Noyer Doré) pourrait répondre en partie à cette préoccupation.

Envisagez-vous une_structure de ce type qui pourrait s'occuper notamment des dossiers logement DAHO-DALO et des dossiers des migrants ?

L'Etat affiche l'ambition de créer une Maison France Service dans chaque canton d'ici à 2022. Nous nous mettrons sur les rangs.

Dans l'immédiat, nous créerons un ou plusieurs pôles multiservices de proximité (voir questions suivantes).

Envisagez-vous de recruter des travailleurs sociaux (assistantes/assistants sociales), œuvrant au profit immédiat de tous les Fontenaisiens ?

Le CCAS remplit un certain nombre de missions sociales. Le CCAS accueille aussi le CLIC (Territoire). Nous avons constaté un certain nombre de difficultés (par exemple sur la question de l'APA, Aide Personnalisée d'Autonomie) par confusion entre les services municipaux et non municipaux. Il nous manque un certain nombre d'informations pour savoir si le recrutement d'une assistante sociale municipale serait le plus pertinent.

Dans l'immédiat, nous voulons construire un collectif d'intervention (Médiateurs, Communication Non Violente, Aide à la parentalité, aides psychologiques, aides psychiatriques), en synergie avec les différents acteurs existant sur la Ville, Police Municipale, Jeunes dans la Cité, Collège, Lycée Professionnel, pour la tranquillité publique ; pour prévenir les incivilités, les harcèlements, les violences ; pour aider les victimes.

(extrait de notre programme, chapitre Qualité de vie au quotidien). Une assistante sociale pourrait y être adjointe, ou peut-être un autre profil de poste, selon les données que nous recevrons.

Envisagez-vous de recruter un/une correspondante de P.M.I, ou, au minimum de pouvoir assurer plusieurs permanences hebdomadaires de ce service ?

OUI.

Nous redonnerons toute sa place à la PMI. (extrait de notre programme, chapitre Petite-Enfance, Enfance, Réussite éducative).

Voyez-vous d'autres solutions de proximité qui pourraient être mises en œuvre rapidement pour répondre à ces besoins ?

Dès le début de la mandature, nous voulons créer, dans les quartiers périphériques, et en association avec un commerce de proximité (pour assurer une synergie de vie quotidienne), un ou plusieurs pôle(s) multiservices (antenne de mairie, qui assurera un accueil et une aide de proximité, par les administrations et par les élus, un accès internet et une écoute de chacun). L'aide aux démarches administratives fera partie des compétences de ce(s) pôle(s).

(extrait de notre programme, chapitre Qualité de vie au quotidien).

f. Aides financières d'urgence :

On constate depuis 2014 une baisse importante du nombre des familles sollicitant une aide financière auprès du CCAS (234 en 2014, 18 en 2018), diminution qui pourrait s'expliquer en grande partie par l'absence d'assistante sociale.

Que proposez-vous comme mesures pour qu'un plus grand nombre de personnes démunies puissent disposer ce cette aide ?

Comme indiqué plus haut, une cellule municipale d'information et de conseil recevra les personnes en difficulté ; au sein d'associations très diverses, nous avons pu constater que l'écoute et l'apport d'informations pertinentes donnent des résultats porteurs d'espoir. (Elément figurant dans le volet Collège, Jeunesse, Synergies)

Quelle alternative proposez-vous à des commissions qui, devenues mensuelles, perdent de fait leur efficacité dans le soutien d'urgence

La cellule d'information indiquée plus haut devra pouvoir être alertée à tout moment, le /la maire-adjoint qui sera de permanence prenant les appels, en lien avec le / la maire, aux heures de fermeture de la mairie.

2) Le logement social

Le nombre de logements sociaux sur Fontenay-aux-Roses (selon la Loi SRU) est supérieur à 43%, pour un objectif d'atteindre 25% de logements sociaux d'ici 2025.

Cependant, nous constatons que le taux de pauvreté a crû en 2018 (+1,9 points pour les locataires entre 2014 et 2018), ainsi que la part de familles monoparentales (+38% entre 1999 et 2016), souvent synonyme de difficultés financières ou sociales.

Dans le même temps, le nombre de demandes de logements sociaux non satisfaites a fortement augmenté (152 attributions pour 1260 demandes en 2018, tous types de demandes confondus, soit seulement 12%).

Enfin, dans les logements financés sur la même période, ce sont les PLS (pour les catégories les plus aisées) qui sont largement représentées (presque 56% des financements), alors que les PLAI (pour les catégories les plus défavorisées et qui en ont le plus besoin) ne représentent que 17,2% du total.

Qu'envisagez-vous pour rééquilibrer les financements futurs de logements sociaux ou les réattributions vers les PLAI, avec un objectif de 25% qui nous semble raisonnable, sans diminuer la part globale des logements sociaux. ?

Actuellement c'est le Préfet qui est responsable de la grande majorité des attributions de logements sociaux. C'est donc lui qui peut rééquilibrer les financements futurs des logements sociaux. Mais à Fontenay il y aura, du fait de la rareté du foncier disponible, et la proportion nettement supérieure à celle demandée (plus de 43% pour un objectif minimal de 25%) peu de constructions de nouveaux logements sociaux. Par contre, il y a beaucoup de logements sociaux à rénover, d'où nos propositions à ce sujet.

Envisagez-vous-de soutenir, au niveau du Territoire VSGP, la création d'un Organisme Foncier Solidaire ayant pour objet de constituer un parc pérenne d'accession à la propriété ou à la location à destination des ménages modestes ?

Même remarque que précédemment : la rareté du foncier rend difficile la mise en appplication d'un OFS sur Fontenay, qui par contre peut être efficace à l'échelle du territoire. Au niveau du Territoire nous soutiendrons ce projet.

Le rapport annuel de la f**ondation abbé Pierre** met en évidence l'offre insuffisante de petits logements (25% du parc locatif social) alors que près de la moitié des demandes HLM émanent de personnes seules.

Envisagez-vous la création, avec l'intercommunalité, de résidences avec des surfaces adaptées ?

OUI, et aussi, comme indiqué dans le chapitre *Logement* de notre programme, adapter la taille des logements aux demandes ; en particulier :

- Répondre aux besoins en petits logements, pour les personnes seules.

- **Faciliter le changement** de taille de logement social, par exemple quand les enfants devenus adultes quittent les parents.

- Adapter le parc de logements sociaux aux besoins des personnes en situation de handicap

La loi ELAN fixe quelques règles, que la Ville doit imposer dans les permis de construire. De plus, nous ouvrirons des négociations avec les bailleurs sociaux pour améliorer les offres de logement, aménagements évolutifs, adaptation de certains logements, offre de logement en rez-de-chaussée...

Au-delà des nouvelles constructions, comment comptez-vous augmenter la mobilisation du parc privé (seulement 17 logements « Solibail » en 2018) ?

Nous soutiendrons ce type de logements en recherchant des accords avec les promoteurs immobiliers sur ce sujet.

La loi Egalité Citoyenneté a donné des objectifs ambitieux en termes de relogement des publics prioritaires au titre du Droit au Logement (DALO...)

Comment comptez-vous en faire une priorité?

La Ville de Fontenay a perdu en 2014 les financements « ZUS », les difficultés s'étendent bien au-delà du quartier des Blagis, et les services sociaux de l'Etat s'éloignent de plus en plus.

La loi Egalité Citoyenneté de 2017 fixe 5 objectifs :

Encourager l'engagement citoyen

Agir sur le logement social

Favoriser la mixité sociale

Lutter contre les phénomènes de ségrégation territoriale

Agir pour renforcer l'égalité réelle

Notre liste Associative Ecologique Citoyenne tient à l'application optimale de cette loi. Le logement est bien une priorité, mais, à Fontenay, le taux de logements sociaux (dont beaucoup sont particulièrement vétustes), la fragilisation grandissante de certaines familles, le désengagement de nombreux partenaires institutionnels, obligent la Ville à prendre en charge l'accompagnement social indispensable, si on ne veut pas retomber dans la situation d'il y a quelques années dans le haut de Fontenay (pétition écrite à l'époque contre des enfants, nommément cités!).

L'urgence est de rénover les logements existants (plutôt que de les casser (voir question suivante) et d'accompagner les familles en difficulté, pour l'apprentissage des règles de la vie commune, pour l'inclusion dans la société, pour l'emploi, pour toutes les activités de la vie quotidienne. Nous développerons ces points au paragraphe 3. Un gros effort, humain et financier, devra être fait par la prochaine équipe municipale.

Au-delà de l'aspect quantitatif, quelles actions envisagez-vous pour corriger les situations de logements indignes (sanitaires, « passoires thermiques »), des surpeuplements, par exemple en intervenant auprès des bailleurs sociaux en facilitant l'échange de logements du parc social entre familles volontaires, suite à l'évolution du nombre de personnes dans le logement ?

LOGEMENTS INDIGNES: Nous voulons rénover plutôt que casser, pour des raisons d'efficacité budgétaire et environnementale d'une part, pour des raisons de respect des habitants d'autre part. Nous sommes soutenus dans ce projet par la rénovation réussie du quartier Grand Parc à Bordeaux (même époque et même architecture qu'aux Blagis et au centre-ville). La rénovation du quartier Grand Parc a reçu, en 2019, le Prix Mies Van der Rohe, grand Prix européen de l'architecture. C'est la 1ère fois qu'une rénovation obtient ce prix, donné d'ordinaire à du neuf. De plus, l'Europe engage tous les pays de l'Union européenne à suivre la voie ouverte par cette rénovation exemplaire: une rénovation efficace qui respecte les habitants, isole les murs et les sols, installe des ascenseurs, des balcons fermés (dits jardins d'hiver)...



ECHANGES de LOGEMENTS : Favoriser les échanges entre petits logements et grands logements, entre familles qui s'agrandissent, naissances par exemple, et familles qui cherchent un plus petit logement, par exemple quand les enfants devenus adultes quittent les parents. (*extrait de notre programme, chapitre Logement*)

D'une manière générale, qu'envisagez-vous pour diminuer les situations de précarité énergétique, que ce soit dans le parc public ou dans le parc privé ?

PRECARITE ENERGETIQUE : utiliser et faire connaître aux habitants les techniques, les aides, les bonnes pratiques permettant de réduire la consommation énergétique. En particulier, promouvoir, pour le privé comme pour le social, l'isolation thermique des bâtiments.

<u>Pour aller plus loin</u>: Sensibiliser la population aux énergies renouvelables, à l'économie circulaire, au coût financier et énergétique du numérique et des réseaux sociaux, coûts des matières premières, coût du recyclage (il vaut mieux ré-employer après rénovation que recycler), coût de fonctionnement.

3) Le quartier des Paradis / Les Blagis

Dans la logique de réhabilitation d'envergure du quartier Paradis/Blagis, nous demandons avec insistance la plus grande transparence sur le/les projet(s) d'aménagement de ce quartier, en plus de nos demandes générales exprimées ci-dessus.

C'est actuellement un quartier de non mixité sociale comme le montre clairement la carte sur la répartition de pauvreté figurant dans l'étude OPML jointe.

NB: Les données administratives ne concordent pas vraiment avec les difficultés constatées sur le terrain. Pendant la mandature 2014-2020, nous avons observé des problèmes sociaux parfois très lourds non seulement aux Blagis, mais dans l'ensemble des quartiers Pervenches, Centre-Ville, Scarron, Sorrières (le grand oublié du document que vous nous avez envoyé, alors que des problèmes de précarité y sont apparus depuis la vente Icade notamment).

<u>Exemple ci-dessous</u>: filets de protection sur un immeuble des Sorrières, le ravalement indispensable n'étant toujours pas financé. Les difficultés sociales de ce quartier se sont considérablement accrues récemment, du fait même d'une politique de relogement sans accompagnement social.



Nos propositions concernent donc l'ensemble des quartiers cités.

Quelles dispositions comptez-vous prendre pour favoriser la mixité sociale et faire en sorte que les familles ayant besoin d'un logement social aient envie d'y aller et d'y rester en toute sécurité, avec un accès proche pour tous à la culture et aux loisirs ?

De façon générale, de façon volontariste, nous ouvrirons tous les lieux de vie culturelle et associative aux habitants qui hésitent à y entrer.

1 - De 2014 à 2017, nous avons effectué un travail de fond dans les écoles, avec un collectif d'intervention (Communication Non Violente, Consultation gratuite auprès d'un psychologue, partenaires extérieurs) qui a fait ses preuves. Nous souhaitons reprendre et étendre ce dispositif, sous forme d'un collectif d'intervention (Médiateurs, Communication Non Violente, Aide à la parentalité, aides psychologiques, aides psychiatriques), en synergie avec les différents acteurs existant sur la Ville, Police Municipale, Jeunes dans la Cité, Collège, Lycée Professionnel, pour la tranquillité publique ; pour prévenir les incivilités, les harcèlements, les violences ; pour aider les victimes.

(extrait de notre programme, chapitre Qualité de vie au quotidien).

2 - En 2018, le maire sortant a fermé deux accueils du mercredi : Roue élémentaire et Renards maternelle. Nous voulons les rouvrir, l'accueil des Renards

pour redonner un espace suffisant aux enfants, l'accueil élémentaire de la Roue parce qu'il a contribué à apaiser des tensions multiples, et que les projets pédagogiques multi-accueils ont amélioré les relations entre enfants de différents quartiers.

Accueil Roue élémentaire : certains estiment que regrouper les enfants au centre ville (Pierre Bonnard-Parc) aide à la mixité sociale. En fait, les locaux sont trop étroits, les enfants trop nombreux, ce qui rend très difficile le développement d'activités pédagogiques de qualité. Seul le groupe scolaire de la Roue dispose de locaux capables d'accueillir un accueil élémentaire de plus. D'où l'ouverture d'un accueil Roue élémentaire. Nous avons constaté que l'accueil Roue élémentaire recevait beaucoup plus d'enfants (plus de 100 enfants) que le nombre d'enfants du quartier qui « montent » au centre-ville. Par contre, des échanges, rencontres, projets communs favorisent la mixité. Un exemple visible de tous a été le travail effectué pour diverses commémorations, impliquant des enfants des 3 accueils de loisirs élémentaires Bonnard-Parc-Roue (projet Le sabot et la Plume une année, projet Opéra et chants patriotiques une autre année, projet Rues portant des noms de résistants).

Coût prévisible :

Il s'agit d'une redistribution, un jour par semaine, 35 semaines par an, impliquant 2 à 4 agents de plus, soit moins d'un poste temps plein. On peut prévoir 40 000 euros. Pour comparatif, les économies réalisées en passant de 5 à 4 matinées de classe sont de l'ordre de 100 000 euros sur les NAP, et 100 000 euros sur la cantine du mercredi.

3 – Dans les quartiers, nous voulons créer des salles de convivialité, intergénérationnelles (jeunes-seniors) utilisant des locaux disponibles, par exemple des commerces fermés.

L'utilisation de ces salles se fera en employant des personnes sur un petit nombre d'heures, avec suivi, formation complémentaire ... en vue d'un emploi plus large, comme vous le proposez plus bas.

4 - Nous proposons une/ ou plusieurs structures FarLab (Repair-Café + marériel d'impression 3D pour la fabrication de pièces). Ici encore, bénévoles +

habitants du quartier, suivi, formation ultérieure permettant, à ceux qui en ont besoin, de trouver un emploi ou de créer un emploi local.

- 5 Nous proposons une Fabrique des Arts et des Cultures, sorte de Maison des Arts interactive, la mixité par le partage des cultures, favorisant les rencontres entre associations culturelles de différentes origines, comme le Club Unesco en avait développées.
- 6 Pour les enfants, dans le chapitre Ecoles / Périscolaire de notre Programme, plusieurs mesures visent à la réussite éducative de tous les enfants
- Nous créerons un Pass Culture, Science et Sport, pour permettre aux enfants des écoles d'accéder aux activités qui existent pour eux dans la ville, comme cela existe pour les Collégiens.
- Pour la lecture, nous créerons un *Prix littéraire des enfants*, avec rencontres d'auteurs.
- Les accueils de loisirs doivent devenir des acteurs forts de la réussite éducative pour tous.
- Nous ouvrirons les activités des accueils de loisirs aux sciences, aux techniques, aux cultures du monde (notamment jumelage).
- Les accueils de loisirs tisseront des liens privilégiés avec les seniors, à travers des activités intergénérationnelles. Ces activités (Lire et faire lire, Laines du monde, Voyage du petit escargot...) ont créé des liens durables entre habitants de quartiers différents.

(extraits de notre programme, rubriques Enfance / Jeunesse / Seniors dans la Cité / Synergies)

7 – Pour les jeunes, nous construirons un Conseil des Jeunes qui contienne des jeunes de tous les quartiers, et qui fonctionne réellement, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'ici.

- 8. Les habitants des quartiers seront largement associés aux démarches de transition écologique, plantations d'arbres et revégétalisations, jardins partagés, économie circulaire, F.A.R.Lab, nouvelles énergies, nouvelles technologies ...
- 9. L'histoire est un des fondements de notre société : La Ville associera les habitants des quartiers au **devoir de mémoire**, aux commémorations officielles (notamment 11 novembre et 8 mai). Avec Suzanne Bourdet, nous l'avons expérimenté avec les enfants : chorale d'enfants et rencontres entre familles de quartiers très différents (jusqu'à 70 enfants et leurs familles)
- **10.** L'ouverture aux cultures du Monde en est un autre, d'égale importance : La Ville associera les habitants des quartiers aux échanges avec les **villes jumelées** et aux actions d'associations fontenaisiennes, culturelles, solidaires, scientifiques, tournées vers les autres pays.
- Quelle place mettez-vous dans votre programme pour ce quartier qui a le plus grand besoin d'être intégré aux autres et dont les problèmes peuvent aussi rejaillir sur l'école ?

Les mesures énumérées à la question précédente s'appliquent en particulier aux Blagis, mais aussi aux autres quartiers où s'expriment les mêmes difficultés.

De façon générale, nous voulons œuvrer pour des événements multi-culturels , multiquartiers, multi-écoles ; des salles de convivialité, des jardins partagés, des Far-Lab (Caférepair + techniques innovantes, imprimante 3D par exemple), des responsabilités partagées ...

A ces mesures, s'ajoutent des actions d'accès ou de retour à l'emploi reposant sur des méthodes indiquées précédemment, qui rejoignent les propositions ci-dessous.

- L'emploi des personnes à faible qualification est un facteur d'inclusion fort.
- Comptez-vous vous impliquer pour apporter des solutions déjà expérimentées comme :
 - * les entreprises à but d'emploi (territoires zéro chômeurs de longue durée)
- * le Dispositif Premières Heures, qui met en place des activités visant l'insertion professionnelle des personnes en grande exclusion sociale par le biais de mise en activité graduelle avec un accompagnement professionnel et social renforcé. (https://citoyensfraternels.org/initiatives/le-dispositif-premieres-heures)
- * le développement de la pratique des clauses sociales dans les marchés publics de la commune, et le soutien aux entreprises sociales et solidaires ?

OUI, en particulier pour l'entrée ou le retour, accompagnés, à l'emploi, avec des formules progressives pour une surveillance de cantine, pour une responsabilité partielle sur une salle de convivialité, pour des formations adaptées...

Comptez-vous soutenir un programme efficace de soutien à l'insertion professionnelle pour les personnes, et notamment les jeunes et les plus éloignés de l'emploi ? Voire leur donner leurs chances d'accéder à certains postes municipaux ?

OUI, absolument, en passant par des temps partiels progressifs, des formations, un suivi, la mise en place de tuteurs (souvent des professionnels jeunes retraités).

De PLUS, un travail en amont est indispensable :

- Nous proposerons, en particulier dans les accueils de loisirs, au Club pré-ados, au Point Jeunes, des **découvertes de métiers** et des rencontres avec celles ou ceux qui les exercent.
- Nous créerons **des parrainages** entre professionnels d'horizons très variés, et jeunes fontenaisiens.

4) Les associations de solidarité et la commune.

Un partenariat a été établi entre les associations caritatives et la ville de Fontenay pour finaliser l'analyse des besoins sociaux.

Quelle suite comptez-vous v donner?

Ce partenariat est important, et doit être élargi.

- La collecte de données complémentaires sur le terrain devrait améliorer cette analyse.
- L'étape suivante est la mise en place de réponses tenant compte des besoins sociaux et des moyens nécessaires pour y répondre.

Les bâtiments du 23 avenue Lombard avaient été légués à la mairie sous réserve qu'ils hébergent des associations caritatives. Pourtant, la Maison des solidarités a été fermée, et plusieurs associations de solidarité (dont Restos du Cœur et Secours Catholique) ont été relogées de façon temporaire à la crèche fleurie, dont on apprend que la rénovation va bientôt avoir lieu

Quels engagements prenez-vous pour que les associations de solidarité puissent bénéficier de locaux pérennes, dignes et adaptés à leurs objectifs et leurs besoins (Accueil, lutte contre la précarité alimentaire, vestiaires, aide aux démarches administratives, ateliers pédagogiques et conviviaux etc...)?

- Nous déplorons le « détournement » du leg. Il s'agit de trouver un local pérenne suffisamment grand et accueillant. Nous avons identifié plusieurs solutions, à discuter aussitôt après les élections avec les associations de solidarité.

Comptez-vous réaliser et communiquer chaque année un bilan social (en relation ou non avec le territoire VSGP) ?

ABSOLUMENT, c'est indispensable pour une construction pérenne de notre projet social.

En complément, et dans une logique de démocratie participative, afin de pouvoir monter des projets ambitieux avec les associations au profit des plus démunis, il nous semble indispensable de réunir régulièrement tous les acteurs autour d'une table.

Quels engagements comptez-vous prendre pour que les associations soient beaucoup plus impliquées avec les équipes municipales dans l'élaboration des projets avant la préparation du budget et les débats en conseil municipal

De façon générale, la démocratie locale a besoin de meilleurs débats pour de meilleures décisions. La diversité des quartiers et des cultures, des compétences de terrain et des

expériences professionnelles, sont une richesse pour notre ville. La Démocratie Participative étendue au plus grand nombre permet de mobiliser l'intelligence collective pour construire la Ville Durable, élargir notre vision du futur, tout en restant au service de la vie quotidienne et de la qualité de vie pour tous.

Dans le cadre des associations de solidarité, les sujets « forts » (budgets, locaux, débats et choix) seront mieux traités si on prend en compte l'expertise des gens de terrain.

- Les ordres du jour du CCAS doivent être enrichis en sujets « forts ».
- Des représentants des associations de solidarité pourront être invités expressément aux commissions municipales qui précèdent les conseils municipaux, lorsqu'on y traite de questions sociales, pour que ces commissions soient des lieux de débat, non des chambres d'enregistrement.
 - * Les citoyens doivent mesurer les droits, devoirs, moyens d'action, de la Ville
 - * Les élus sont beaucoup absents, il faut comprendre pourquoi, redonner du sens à ces commissions.

L'avis des associations de solidarité sur les questions concernant ces solidarités y sera donc écouté avec le plus grand soin, contribuera réellement au débat, donnera du sens à ces commissions, ce qui encouragera les élus à assister à ces commissions.

A l'attention de

Lucette BAYET (Conférence Saint Vincent de Paul)
Bertrand BONNEVAL (CCFD)
Michel FORNIER (Observatoire Précarité Mal-Logement)
Brigitte LEKIEFFRE (Secours Catholique / GAFIB)
Jean-Louis VERDEAUX (Habitat et Humanisme)

Pour conclure, je tiens à remercier, en mon nom et au nom de l'équipe que je conduis, les associations que vous représentez, et plus particulièrement les personnes comme vous qui en assurent l'élan premier.

Bien à vous

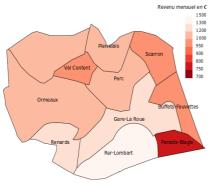
Suzanne Bourdet

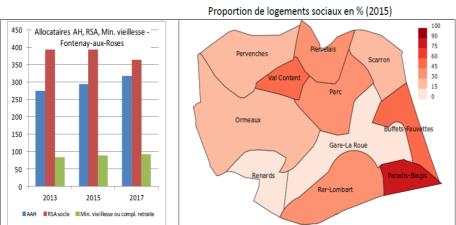
Annexes et tableaux chiffrés

Liens Internet à cliquer:

- Observatoire de la précarité et du mal logement 92
- l'avenir précaire à Fontenay
- Données sources sur Fontenay

Quelques données





Evolution des ménages selon la structure familiale (Source : Insee FAM T1)

	199 9	2016	Variation (%)	Structure 2016
Ensemble	995 0	1064 8	7%	100%
Ménages d'une personne	345 1	4203	22%	39%

Autres ménages sans famille	188	232	23%	2%
Couples sans enfant	241	2079	-14%	20%
Couples avec enfant(s)	295 2	2837	-4%	27%
Familles monoparentales	943	1297	38%	12%

Evolution du parc de logements depuis 1968 (Source : Insee LOG T1M)

	196 8	198 2	1999	2006	2016	% annuel 1968-1999	% annuel 1999-2016	
Nombre total de logements	725 6	951 6	1074 6	1101	1157 2	1,27%	0,44%	
Résidences principales	681 2	901 7	9900	1039	1064	1,21%	0,43%	

Résidences secondaires ou occasionnelles	8	8	22	12	19	3,31	-0,98
Residences secondaries ou occasionnenes	3	4	8	6	3	%	%

Logements vacants	361	415	618	496	731	1,75 %	0,99
Population des ménages	2194 7	2280 6	2248 9	2310	2364		
Nombre moyen de personnes par ménage	3,22	2,53	2,27	2,22	2,22		

Familles pauvres -(selon la CAF)

	2009	2012	2016	201 7	201 8	2009-2018 (en %)
Foyers allocataires à bas revenus	895	1001	1043	109 9	110 2	23,1%
Personnes vivant dans ces foyers	1852	2153	2356	2511	258 8	39,7%
dont enfants de moins de 20 ans			1059	1136	117 2	
200	C4		20	01		(0/)

	200 9	Structure (en %)	201 8	Structure (en %)
Personnes seules	438	48,9%	472	42,8%

Familles monoparentales	255	28,5%	364	33,0%
Couples sans enfant	37	4,1%	35	3,2%
Couples avec enfant(s)	165	18,4%	231	21,0%
Total	895	100%	1102	100%